

QUATRE JEUNES AGRICULTEURS DIALOGUENT AVEC LEUR MINISTRE

De g. à d. : Carine Chassé, Estelle Foulon, Jean-Guillaume Capelle, Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, et Séverin Lavoyer.



À l'occasion du Salon de l'agriculture qui s'ouvre à Paris le 22 février, **Pèlerin a convié quatre jeunes agricultrices et agriculteurs à rencontrer Stéphane Le Foll, leur ministre de tutelle.**

Avenir du métier de paysan, défense des produits français, nouvelles pratiques qui allient performance économique et respect de l'environnement, tous les sujets étaient sur la table.

PROPOS RECUEILLIS PAR BENOÎT FIDELIN ET DOMINIQUE LANG
PHOTOS WILLIAM BEAUCARDET

Carine : Jeune agricultrice, je suis toujours étonnée de voir le peu d'attractivité que suscite mon activité dans la société française. Et il est difficile de trouver des candidats à l'installation et des salariés agricoles. Comment

redorer le blason de ce métier passionnant ?

Stéphane Le Foll : L'image de l'agriculteur est perçue de manière différente chez le citoyen et le consommateur. Nous sommes l'un et l'autre à tour de rôle. Comme on est, à tour de rôle, le conducteur d'une voiture et le piéton qui s'énerve contre les voitures. Pour le consommateur, c'est autour du rapport entre la qualité des produits et leur prix que l'arbitrage se fait au quotidien. Le citoyen, lui, a un regard plutôt

positif sur les agriculteurs, et leur rôle nourricier, même si de lourds a priori demeurent, en raison des dérives qu'a pu connaître le modèle agricole intensif ces quarante dernières années. Les gens sont très sensibles aux pollutions qu'il a engendrées et ne perçoivent pas toujours les efforts faits par nos paysans pour les limiter.

Pèlerin : Comment sortir de ces a priori ?

Stéphane Le Foll : En entrant dans un nouveau projet, agroécologique, qui entraîne le « verdissement » des pratiques agricoles... Mais je veux d'abord répondre à la première question sur l'attractivité. On dénombre quand même entre 6 000 à 10 000 installations nouvelles chaque année ! Un renouvellement s'opère, même si le métier est jugé difficile – ce qui est vrai –, offrant peu de perspectives – ce qui est faux – et peu soucieux de l'environnement – ce qui est faux également. L'enjeu principal de cette activité est de nourrir, aujourd'hui et demain, l'humanité. Comment fournir assez d'aliments pour accompagner l'évolution de la démographie mondiale en préservant les ressources naturelles, tout en étant attentif aux enjeux énergétiques et en développant une agriculture durable et de qualité ? Voilà le défi ! C'est en visant tous ces objectifs que l'agriculture retrouvera une meilleure image dans la société. Mais, mieux qu'un ministre de l'Agriculture, ce sont des parcours de vie tels que les vôtres qui aident les gens à comprendre ces enjeux.

Estelle : Éleveuse de chèvres en Haute-Marne, je suis confrontée à la hausse des charges et du coût de l'alimentation animale. Autour de moi, beaucoup d'éleveurs deviennent cultivateurs de céréales, métier plus rentable et moins prenant. Les étables et les prairies sont retournées pour devenir des champs de maïs ou de blé. Comment stopper cette hémorragie ?

S. L. F. : Je partage votre constat. Le nombre d'éleveurs se réduit en France. D'où un vrai danger pour



notre indépendance alimentaire, en raison de la baisse de la production de lait et de viande. J'ai donc choisi d'engager une stratégie politique qui tente d'inverser la tendance. En luttant d'abord pour la revalorisation du prix payé aux éleveurs. Il n'est pas tolérable, par exemple, que des négociations avec le secteur agroalimentaire prennent comme base de départ, à propos du lait, un prix inférieur à celui de l'année dernière.

Pèlerin : En attendant, de nombreux éleveurs laitiers sont aujourd'hui tentés de vendre leur production sur les marchés internationaux, plus rémunérateurs...

S.L.F. : C'est vrai. Vous imaginez les conséquences pour notre pays et notre industrie agroalimentaire si une grande partie du lait que nous produisons partait d'abord sur les marchés chinois? Voilà pourquoi

En direct du Salon bleu de l'agriculture
Écoutez l'émission sur France Bleu Midi ensemble, présentée par Daniela Lumbroso du lundi 24 au jeudi 27 février de 12 h à 13 h 30 en direct et en public depuis le stand de la Mutualité sociale agricole - Hall 4, avec de nombreux invités.

il est urgent de réévaluer les aides accordées aux éleveurs. De nombreux dispositifs, plus équitables, sont actuellement mis en place en ce sens. Cela dit, il faut aussi mieux organiser nos filières agricoles pour qu'elles deviennent plus compétitives.

Pèlerin : Pouvez-vous nous donner un exemple ?

S.L.F. : Les producteurs ont présenté le 11 février, avec mon soutien plein et entier, un label qui permettra d'identifier, de manière claire, les produits de la filière des « viandes de France ». Cela les valorisera et ce n'est que justice! Toutes ces viandes sont en effet produites selon les normes européennes, dans des conditions sociales exigeantes, dans le respect de la sécurité alimentaire et du bien-être animal. Cette exigence doit s'appliquer à d'autres filières, comme la production de fleurs, par exemple, très menacée par les importations des Pays-Bas ou du Kenya, ou encore la nébuleuse des productions viticoles. Comment voulez-vous qu'un consommateur français, et plus encore étranger, s'y retrouve dans la multitude de produits que nous lui présentons? Les nouveaux labels vont aider à structurer les filières et à clarifier l'origine des produits.

Jean-Guillaume : Céréalière, je suis très attentif à la compétitivité de nos produits sur les marchés internationaux. Comment mon blé peut-il être compétitif en Égypte ou au Maghreb, alors que le blé ukrainien, produit selon d'autres normes, vient inonder ces marchés ?

S.L.F. : Le rapport qualité/prix est au cœur de ce défi. Je le répète : notre compétitivité passe par une meilleure organisation de nos filières, afin que la qualité de nos produits soit mieux reconnue. Chaque filière doit se fixer des objectifs stratégiques, pour répondre aux demandes du marché. La formidable réputation de notre agriculture ne suffit plus, même si elle pèse encore auprès de partenaires historiques, comme la Russie. Quant aux prix de nos produits, ils peuvent devenir plus compétitifs, via des efforts de productivité dans les entreprises agricoles et en travaillant les sols autrement

Pèlerin : D'où l'émergence du modèle de l'agroécologie ?

S.L.F. : Oui, et c'est l'avenir de notre agriculture. Le challenge est clair : augmenter le potentiel de nos écosystèmes agricoles tout en diminuant la consommation d'intrants (engrais, produits phytosanitaires). Or, si l'agriculture bio atteint ses objectifs, elle s'accompagne trop souvent d'une baisse de productivité. Carine, combien de litres de lait vos vaches produisent-elles chaque année ?

Carine : Environ 7000 litres en moyenne.

S.L.F. : Les agriculteurs conventionnels, vous le savez bien, arrivent au moins à 9000 litres. Comment allier l'exigence de qualité des agriculteurs bio avec la volonté de continuer de produire en grande quantité? À cette question essentielle pour l'avenir, les agriculteurs peuvent trouver des réponses en se regroupant. Ce modèle du travail en commun et du partage des connaissances, nous l'avons un peu perdu en route et je veux le remettre au goût du jour.



Les jeunes agriculteurs et Stéphane Le Foll ont abordé toutes les questions liées à l'avenir de leur profession.



Carine Chassé est devenue productrice de lait bio en Ille-et-Vilaine.

Carine Chassé Éleveuse laitière adepte du bio

« Être libre de ses décisions, gérer une entreprise, travailler avec le vivant ! » Autant de raisons qui ont poussé la Bretonne Carine Chassé à choisir le métier de la terre. Avec ses parents d'abord, eux-mêmes agriculteurs, puis avec Alain, son conjoint, elle décide il y a vingt ans de devenir éleveuse laitière, avec un cheptel de 110 vaches produisant près de 800 000 litres de lait par an. À partir de 2008, le couple se retrouve seul aux rênes de l'exploitation, située en Ille-et-Vilaine. Une année particulièrement favorable, puisque les cours du lait flambent. Mais pour Carine, c'est aussi le signal que, peut-être, plus dure sera la chute. S'interrogeant sur l'avenir de son exploitation, elle obtient une bourse pour faire un « tour du monde des grands bassins laitiers ». Au programme : Europe du Nord, Irlande,

Nouvelle-Zélande et même la Chine. Sensible aux évolutions des attentes des consommateurs, elle fait le choix, en 2010, de passer au bio. Un an plus tard, le certificat AB en poche, Carine constate aussi que, peu à peu, c'est son mode de vie qui évolue. À 41 ans, cette mère de trois enfants découvre que sa manière de vivre et de travailler est touchée par le passage au bio. Pour retrouver une autre qualité de vie, elle embauche un salarié à plein temps qui s'occupe de la traite et qui lui permet d'avoir de vraies vacances. Et parce que le bio change aussi le regard sur les bêtes, elle cherche des voies alternatives pour les soigner, favorisant par exemple l'usage d'huiles essentielles. « Les effets sont fabuleux, observe-t-elle. Ainsi, je reprends goût à mon métier par des choses simples. » DOMINIQUE LANG



⊙ C'est tout l'esprit des Groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE), inscrits dans la loi d'Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, adoptée le mois dernier en première lecture. Il faut multiplier de tels outils pour diffuser les bonnes pratiques.

Séverin : Justement, je suis engagé dans un modèle d'agriculture qui redonne toute sa place aux arbres. Que pensez-vous de ce modèle agroforestier, qui combine cultures, élevage et foresterie, et permet de répondre aussi bien aux défis économiques qu'écologiques ?

S. L. F. : C'est exactement ce genre de techniques que nous voulons encourager. L'innovation agronomique améliorera notre productivité agricole, j'en suis convaincu. Jusqu'ici, en France, on opposait toujours écologie et économie. L'écologie, c'était l'affaire des petits oiseaux, des cultures marginales et des circuits courts au poids économique négligeable. À l'inverse, l'économie était considérée comme l'affaire des industriels, forcément irrespectueux de l'environnement. Aujourd'hui, ces stéréotypes sont totalement dépassés par de nouvelles expériences et réalités qui prouvent, sur le terrain, que performance économique et respect de l'environnement sont conciliables.

Jean-Guillaume : Pour ma part, j'ai décidé de mettre mon exploitation à la norme ISO 14001, un cahier des charges exigeant qui améliore mon « management environnemental ». Mais ce travail de fond est peu reconnu par les industriels, encore moins valorisé par la grande distribution. À quand une norme commune qui nous permette de témoigner de nos efforts ?

S. L. F. : Plutôt que d'édicter une nouvelle norme, je pense que les labels sont plus adaptés pour mettre en évidence la valeur environnementale de vos nouvelles techniques de production. Sur ce sujet, je constate



Jean-Guillaume Capelle est agriculteur céréalier à Froidmont, dans l'Aisne.

Jean-Guillaume Capelle Céréalier protecteur des sols

« 100 % grandes cultures ». Ainsi présente-t-il son exploitation située au nord de la ville de Laon, dans l'Aisne. Elle appartient à la même famille depuis quatre générations et s'étend sur 400 hectares de cultures de céréales, de légumes destinés à la conserverie, de pommes de terre transformées par les industriels en frites ou en chips. Âgé de 35 ans, Jean-Guillaume Capelle, épaulé par un salarié et un apprenti, apparaît déjà comme un chef d'entreprise agricole, fort de ses connaissances agronomiques. Ingénieur, il a enchaîné les missions à l'étranger, sur l'irrigation en Bolivie et au Burkina Faso, sur la culture des betteraves en Égypte,

avant de rejoindre son père sur les terres familiales. Ce dernier lui avait montré la voie, pratiquant, bien avant que cela soit obligatoire, des couverts végétaux protégeant les sols contre l'érosion, produisant de la biomasse et réduisant les engrais. Sans négliger ses rendements, Jean-Guillaume économise sa consommation de gasoil et ses apports d'azote, conserve champignons et vers de terre pour renforcer la vie biologique de ses champs. Récompensé par les certifications environnementales GlobalGap et ISO 14001, il combine performance agricole et préservation du patrimoine naturel. L'alliance de l'avenir !

BENOÎT FIDELIN



Estelle Foulon élève seule ses soixante chèvres dans la Haute-Marne.

Estelle Foulon Militante du juste prix

« Et vous faites ce métier d'homme toute seule ! » réagissent souvent ses clients, surpris par l'énergie de cette jeune agricultrice de 30 ans, qui vend ses produits fermiers sous les halles du marché de Chaumont, dans la Haute-Marne. Ses yaourts et ses faisselles, ses fromages de chèvre frais ou secs, parfois aromatisés au sésame, à la noix ou au piment d'Espelette, Estelle Foulon les produit dans sa chèvrerie de Riauacourt, qu'elle a montée de toutes pièces en 2009. Titulaire d'un BTS en production animale, elle a d'abord travaillé en Australie, sur l'île de Tasmanie, avant de choisir l'élevage caprin, « par amour de la nature et des animaux, et avec le désir farouche d'être autonome ». La voilà à la tête d'un troupeau de soixante chèvres de race alpine, les menant aux beaux jours sur quatre hectares de prés, manipulant leur lait dans

son atelier de transformation fromagère. Sa passion pour ce métier, elle la partage avec son mari, employé à l'extérieur mais qui l'aide au maximum, ainsi qu'avec les visiteurs accueillis sur son exploitation. Adeptes de la vente directe, Estelle écoule une part de sa production dans divers hypermarchés, où elle tente de négocier pied à pied, au nom du partage de la valeur ajoutée. « Les agriculteurs français, dit-elle, produisent des aliments d'une qualité formidable en respectant des normes exigeantes. Cette démarche a un coût, et donc un prix. Un nombre croissant de consommateurs l'accepte et privilégie l'achat de nos produits locaux. Aux grands distributeurs de jouer le jeu. Leur effort est urgent. Il en va de l'équilibre des échanges commerciaux et de la juste rétribution des paysans. »

BENOÎT FIDELIN



⊙ que les initiatives se multiplient à grande vitesse dans le monde agricole. C'est très prometteur.

Carine : Jean-Guillaume souligne aussi la difficulté qui est la nôtre face à la grande distribution...

Estelle : Sur un produit d'une valeur d'1 €, nous, agriculteurs, ne percevons en moyenne que 7 centimes, tandis que 11 centimes vont à l'industriel qui transforme et tout le reste à la grande distribution...

S.L.F. : (Il se lève, va chercher un journal sur son bureau). Voici la récente déclaration du patron d'une chaîne d'hypermarchés qui a toujours fonctionné sur la logique des prix les plus bas possible. Lisez bien ! Il reconnaît que cette logique a des limites et des effets pervers. La preuve : dans la crise que nous traversons, ce ne sont pas les enseignes les moins chères qui s'en sortent le mieux. J'en tire la conclusion que, désormais, nous allons pouvoir mieux défendre des prix correspondant à la qualité réelle de nos produits.

Carine : Sur mon exploitation, qui compte une centaine de vaches laitières, nous avons fait le choix de produire l'alimentation de nos bêtes. Comment encourager cette autonomie fourragère, alors que du soja, venu d'Amérique du Sud, arrose tout le marché français ?

S.L.F. : Je vais lancer un plan pour le développement des protéines végétales. Il vise au développement des



“ Le modèle de l'agroécologie, c'est l'avenir de notre agriculture

cultures de luzerne, tournesol, colza, pois, féverole, capables de limiter la dépendance des éleveurs aux importations et d'apporter des solutions à la volatilité des prix mondiaux des céréales et des oléagineux. Quant à la nouvelle PAC, elle prévoit près de 150 millions d'euros d'aides aux exploitations qui sont en marche vers cette autonomie fourragère fondamentale, comme vous le dites.

Séverin : Parallèlement à ces politiques soutenues financièrement,

il existe des démarches à moindre coût qui peuvent changer la donne. Ainsi, en France, les « zones tampons », où petits espaces verts non exploités, représentent un linéaire de 800 000 km. Par simple régénération naturelle, il pourrait fournir des haies plus nombreuses, du bois en quantité et donc de nouveaux revenus aux agriculteurs. Sans parler de l'effet positif sur l'environnement. Êtes-vous prêt à soutenir cette reconquête des haies dans le paysage agricole ?

S.L.F. : Je me souviens, comment, dans les années 1970, autour de la ferme de ma grand-mère située dans les Côtes-d'Armor, le remembrement a tout décimé. Quelques années plus tard, chez mes parents dans la Sarthe, les

terres ont été à leur tour mises à nu. Or les haies sont essentielles, comme vous le dites, pour piéger les nitrates, abriter des auxiliaires qui remplacent les pesticides et lutter contre l'érosion. Elles sont au cœur de l'agroécologie que je défends. Mais leur conservation ou leur plantation doit d'abord être un objectif personnel de l'agriculteur, sinon rien n'est possible. Bref, il faut un changement des mentalités, qui passe par une évolution radicale de l'apprentissage dans les centres de formation agricoles. C'est là que naîtra une nouvelle génération de paysans, adeptes de la double performance économique et écologique.

Jean-Guillaume : Avec votre connaissance du monde agricole, les visites et rencontres que vous faites, pouvez-vous nous brosser un portrait de l'agriculteur français d'ici cinq ou dix ans ?

S.L.F. : Je crois que le modèle intensif va se développer. Mais l'intensif, désormais, ce sera la connaissance de l'agriculteur. En s'appropriant les savoirs agroécologiques, il va devenir un technicien de plus en plus pointu, connaissant mieux la terre où il intervient, et qu'il respectera davantage. Ce progrès passe, je l'ai dit, par la formation. Mais je me souviens aussi d'une réponse de Philippe Pastoureau, agriculteur pédagogue de la Sarthe, qui a développé un modèle originel d'« agriculture de conservation », très performant au niveau des rendements. Lorsqu'on lui demande, à la fin de ses interventions, quelles études il a fait pour obtenir ces résultats, il répond qu'il n'a qu'un brevet de technicien agricole et que tout le reste, il l'a appris seul, à force d'observations, de travail et d'accord avec la nature. C'est cette approche que je soutiens. Quand on y pense, les agriculteurs sont responsables d'une couche de terre arable profonde d'à peu près 1 mètre, sur toute la Terre. Et de cette fine pellicule à l'échelle de la planète, ils vont continuer à tirer la nourriture de notre quotidien, de manière de plus en plus respectueuse des sols et des écosystèmes. Le métier de paysan va devenir de plus en plus passionnant. ●



Séverin Lavoyer pratique la polyculture dans le Lot-et-Garonne.

Séverin Lavoyer Allié de l'agroforesterie

À 29 ans, l'homme a déjà un beau parcours de vie. Ce petit-fils d'ingénieur forestier a lié en quelques années son savoir-faire agricole avec le monde des arbres. Il faut dire que ses parents lui avaient ouvert la route : venus de Suisse dans le Lot-et-Garonne pour devenir agriculteurs, ils ont immédiatement commencé par planter des arbres afin d'aider les sols, très dégradés par l'érosion, à se reconstruire. C'est avec eux et son frère qu'il gère une exploitation basée sur la polyculture et l'élevage, où toute la chaîne est maîtrisée, depuis les plantations et les récoltes jusqu'à

la vente des produits finaux. Avec 20 000 visiteurs par an, leur ferme pédagogique écoule 85 % des produits en vente directe, tandis que se développent les livraisons dans un réseau de magasins bio. À cette aventure familiale, Séverin Lavoyer ajoute un engagement fort. En trois ans, il a activement participé au développement du modèle de l'agroforesterie au sein du monde agricole français. Une vraie dynamique de fond, qui rejoint déjà quelques milliers de paysans et apporte à toutes les formes d'agriculture une réponse pragmatique et favorable à l'environnement. DOMINIQUE LANG

Rendez-vous

Les trésors du 51^e Salon de l'agriculture

Et c'est parti pour neuf jours de découverte et de convivialité dans la plus grande ferme de France ! Elle accueille cette année 1300 exposants venus de 22 pays. Plus de 4000 animaux seront présents, 16400 vins offerts à la dégustation et à la vente, 4633 produits de nos terroirs en compétition pour le Concours général agricole. Placé sous le thème de « l'agriculture en mouvement »,

le Salon 2014 dévoilera les innovations de l'agriculture du XXI^e siècle : matériels de pointe dans le secteur des agroéquipements, nouvelles technologies pour de meilleurs rendements, cultures de haute précision, techniques de pointe pour un respect accru de l'environnement. Les visiteurs pourront aussi expérimenter in vivo une journée à la ferme, s'immerger dans le quotidien

des paysans... et goûter leurs innombrables productions ! Ouvert de 9 heures à 19 heures (nocturne jusqu'à 23 heures le vendredi), du 22 février au 2 mars, Porte de Versailles à Paris, XV^e arrondissement. Renseignements par téléphone : 01 49 20 45 06 ou par Internet : www.salon-agriculture.com